

## CONSTANTINE

# Beni-Hmidène ou la misère à huis clos

A quelques mois des élections municipales, le wali de Constantine, M. Abdelmalek Boudiaf, a menacé, lors de sa sortie effectuée mardi dernier dans la daïra de Zighoud-Youssef, de dissoudre l'Assemblée populaire communale de Beni-Hmidène, l'une des contrées les plus enclavées de la wilaya.

Une menace vraisemblablement fortuite tant il est vrai que les assemblées élues ne sont plus qu'à quelques encablures des fins de mandat. Le chef de l'exécutif a reproché aux édiles de cette commune leurs défaillances et d'être derrière les blocages constatés sur le terrain dans l'exécution des opérations de développement inscrites au profit de cette commune, déficitaire à raison de 77,18% en matière de budget, faut-il le signaler.

Beni-Hmidène a connu le lancement de 26 opérations d'un montant global de 29 milliards de centimes dans le cadre du programme de développement. Les citoyens de cette circonscription et ses mechtas, à savoir Safsafa, Ain-Hama, Ain-Hamra, Ouled Nia et Boulemdaïs sont venus en masse présenter leurs doléances au wali arguant, selon leurs témoignages, qu'ils n'ont pas trouvé

d'interlocuteurs attentifs ou du moins "valables" à leur niveau. L'enclavement, le manque de transport pour les écoliers, l'habitat rural et les structures de santé constituent l'essentiel des préoccupations de ces citoyens. A Ain-Hama, M. Boudiaf a visité la salle de soins fraîchement rénovée. Une clôture a été érigée pour entourer le dispensaire et également un logement de fonction pour le seul infirmier exerçant dans cette structure sanitaire destinée à une population de 1 600 individus dont 207 à Ain-Hama, 243 à Ain-Hamra et 1 000 à Safsafa.

Le directeur de la santé, membre de l'exécutif de M. Boudiaf, a promis l'affectation d'un médecin de la clinique de Beni-Hmidène pour assurer une permanence de 2 heures par jour, et ce, à partir du lendemain de cette visite d'inspection. Une décision jugée "irréalisable" du point de vue gestion des ressources humaines par un cadre du sous-secteur sanitaire de cette commune car les deux seuls médecins à Beni-Hmidène ne peuvent satisfaire la demande d'une population de 9 000 habitants dans toutes les salles de soins éparpillées à travers des mechtas enclavées et dont l'état

de délabrement des routes pose le problème du déplacement de ces médecins. "Le recrutement d'un troisième médecin peut atténuer un tant soit peu les charges assumées par les deux autres et permettra une permanence de 2 heures une fois par semaine à Ain-Hama", a-t-il dit. En cas d'urgence, l'infirmier a affirmé que l'évacuation des malades graves est assurée avec son propre véhicule. Sur la route de désenclavement

reliant les mechtas de Ouled-Nia et Boulemdaïs à la RN27 sur une longueur de 1,5 km, achevée en août 2006 et qui a coûté au Trésor public 8,4 millions de dinars, les habitants ont réclamé l'assainissement de leurs mechtas. D'autres ont revendiqué la réouverture de l'école primaire de la mechta de Settara. Cette école a été fermée par la Direction de l'éducation durant la décennie noire. Les habitants de cette contrée ayant fui leurs demeures en raison de l'insécurité qui a prévalu des années durant à Beni-Hmidène, infestée alors de maquis terroristes.

L'équipement qui compte trois classes, dit-on, a été octroyé par l'APC à des tiers pour en faire des écuries. Aujourd'hui, le retour progressif du

calme a stimulé celui d'une population qui compte plus de 60 enfants scolarisés selon des témoignages. Ces citoyens ont affirmé avoir saisi la Direction de l'éducation à plusieurs reprises sans suite. Et de préciser que leurs enfants sont scolarisés dans des écoles relativement éloignées dont certains se déplacent à El-Grarem dans la wilaya de Mila à 25 km de leur mechta et assument le corollaire des frais de transport.

Et pourtant, le directeur de l'éducation, qui a nié avoir reçu une quelconque liste de ces enfants, a dressé dernièrement un bilan des plus satisfaisants, s'agissant de la situation de son secteur dans la wilaya en matière de scolarisation et d'encadrement dans les communes enclavées relevant de sa compétence. A Ain-Hamra, où la visite du wali fut accueillie comme un événement par ses habitants, le problème du logement était au centre de leurs préoccupations. M. Boudiaf a dû constater lui-même le dénuement de ces petites gens lorsqu'il franchira le seuil de deux "gourbis" partiellement effondrés, abritant des familles nombreuses. Il promettra sur-le-champ leur une prise en charge.

Les habitants de Ain-Hamra ont deman-

dé l'aide de l'Etat dans le cadre de l'habitat rural pour reconstruire leurs habitations de fortune et vivre dans la dignité. A ce propos, le chef de la daïra de Zighoud-Youssef a précisé que la commune de Beni-Hmidène a bénéficié d'un quota de 21 unités, individuelles et groupées. Selon le même responsable, les mechtas visitées ce jour-là n'ont pas bénéficié de cette formule d'accès à la propriété du logement faute d'assiettes foncières. La commune qui s'étend sur une superficie de 13 000 hectares et compte plus de 9 000 habitants dont 40 % de montagnards est à vocation agricole.

Le site archéologique de Tiddis, sis à 25 km à vol d'oiseau au nord-ouest de Constantine et de 12 km du village de Beni-Hmidène, fut le premier point visité par la délégation de la wilaya. Le wali a révélé l'inscription d'une opération d'un montant de 2,5 milliards de centimes pour l'aménagement du site en dehors du périmètre protégé. Les autorités locales prévoient, selon M. Boudiaf, la réalisation d'un théâtre de verdure, un parking, des sanitaires et la viabilisation du site pour rendre Tiddis plus attractive pour les touristes.

Lyas Hallas

## SKIKDA

## EDUCATION

## Plusieurs postes supplémentaires pour les adjoints pédagogiques

Les 21 postes d'adjoints pédagogiques dont vient d'être dotée la Direction de l'éducation, dans le cadre du renforcement de ses ressources humaines, ne feront pas l'objet d'un concours sur titre pour leur attribution.

Une dérogation notifiée par l'inspection générale de la Fonction publique a instruit la direction compétente de puiser dans la liste additive du précédent concours, soit les 21 noms qui suivent dans le classement, et attribuer les postes vacants dans les établissements scolaires ciblés.

Lors de l'audience qu'il nous a accordée avant sa mutation à Sétif, le directeur de l'éducation, Ghenam Abdelaziz, s'est montré satisfait de cette décision : "C'est une bonne idée de ne pas organiser un autre concours, c'est plus souple pour nous et nous éviterait le branle-bas de combat constaté lors des tests oral et écrit." Il a également écarté toute démarche visant le changement dans le classement des noms de la liste additive. Ce qui fera bénéficier, par voie de conséquence, des personnes aux liens assez solides. "Il existe trois copies ou exemplaires de la liste du précédent concours des 19 adjoints pédagogiques à l'éducation, à notre niveau, au ministère de tutelle et une troisième à l'inspection de la Fonction publique. Pour rappel, 19 postes ont été déjà distribués, durant la dernière semaine du Ramadhan, pour 3 302 candidats, une goutte dans un océan ! Un renforcement en ressources humaines distillé à doses homéopathiques, soit le strict minimum pour atténuer l'ampleur grandissante du chômage et combler la vacance constatée au niveau des établissements scolaires, CEM et lycées.

La Direction de l'éducation vit ces jours-ci au rythme des recrutements dans différents domaines, le dernier en date concerne les PES (professeurs d'enseignement secondaire), 150 postes en langues française (70) et arabe (80) ont été pourvus.

Un potentiel qui permettra au nouveau directeur, muté de Sétif, de relever le défi lancé par son prédécesseur, à savoir classer Skikda à la première place nationale dans les épreuves du baccalauréat. Espérons-le.

Tout le monde se rappelle que pour la première fois depuis l'Indépendance, Skikda s'est

## CNR DE GUELMA

# La révision des pensions tarde à se concrétiser

Un certain mécontentement règne au sien des milliers de retraités concernés par la révision de leurs pensions, conformément à la circulaire d'avril

2006 émanant de la direction générale de la CNR qui stipule d'un nouveau mode de calcul pour ceux qui sont à la retraite depuis août 1996.

Les moyens humains et matériels de l'agence CNR de Guelma ne permettent le traitement quotidien que d'une trentaine de dossiers sachant que le listing comporte plus de 16 000 bénéficiaires. Cette opération enregistre une indéfinie lenteur car, selon les responsables de cet organisme, elle exige une étude au cas par cas.

Depuis mai 2006, la cellule chargée de cette opération n'aurait finalisé qu'un millier de dossiers, à savoir ceux de l'année 2004 et du premier semestre 2005. En dépit du recrutement d'un nouveau sous-directeur chargé des pensions, le rythme de travail n'a pas pour autant évolué de manière significative.

Il faut souligner que cette

opération nationale accuse un énorme retard au niveau de toutes les wilayas au grand dam des retraités qui attendent fébrilement une salubre revalorisation qui prend effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004, ce qui suppose le versement d'un substantiel rappel. De toute évidence, les retraités sont mobilisés et déterminés à arracher leurs droits légitimes à l'issue d'une carrière de bons et loyaux services.

Ils lancent un appel au ministre du Travail et de la Sécurité sociale, au directeur général de la CNR et au secrétaire général de la FNTR aux fins d'activer cette révision des pensions.

Lina Razane

## JIJEL

## Un jeune homme de 19 ans se noie à Chekfa

Le corps inanimé d'un jeune citoyen, qui, semble-t-il, a glissé accidentellement, vers 9 heures jeudi dernier, dans les eaux d'une retenue collinaire, située dans la commune de Chekfa à 30 km à l'est de Jijel, a été repêché dans l'après-midi par les plongeurs de la Protection civile après d'intenses recherches. A en croire une source, la victime, Abdellatif M. âgé de 19 ans, ne souffrait apparemment d'aucun trouble psychique. Les éléments de la brigade de gendarmerie ont immédiatement ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

F. M

## LE SOIR D'ALGERIE

## RECRUTE CORRESPONDANTS

Khenchela, Aïn Beïda,  
Oum-El-Bouaghi

Faxez CV à la rédaction du journal  
021 67 06 76

### OUVERTURE D'UN BUREAU A BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Le Soir d'Algérie informe ses lecteurs et ses annonceurs de l'ouverture d'un bureau couvrant la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj sis 6, rue Chérifi-Mohamed, près du cinéma Le Vox.